

La terre, c'est la vie!

La Via Campesina et ses luttes pour la terre

« La terre est tout pour nous »
Ndiakhate Fall (CNCR)



Secrétariat International

Jln. Mampang Prapatan XIV no 5 Jakarta Selatan, Jakarta 12790 Indonesia
Tel/fax: +62-21-7991890/+62-21-7993426 Email: viacampesina@viacampesina.org

Photo de couverture : Paysanne du district de San Pedro (Paraguay). Militante fondatrice de la Coordinadora Nacional de Organizaciones de Mujeres Trabajadoras Rurales e Indígenas -Conamuri.

Photos : Argeo Kennet, Zad.nadir.org, LVC South America, Nick Paget, LVC South East and East Asia, LVC Africa 2

Jakarta, Mai 2013

Table

Introduction	1
1. La résistance dans le monde	2
Europe.....	3
L'accaparement des terres en Hongrie.....	3
La lutte pour la terre en Roumanie	4
Occupation de terres en milieu urbain à Vienne, Autriche	5
Accès à la terre en Andalousie, Espagne.....	6
Résistance face à la concentration des terres et à l'expansion urbaine en France	7
Accaparement de zones vertes : le cas Nabolia, Italie	7
Afrique.....	8
Stop à l'accaparement des terres pour la production d'agro-carburant au Sénégal	8
Mozambique: rompre le silence sur les violences faites aux femmes.....	10
Accaparement des terres et conflits interethniques en Mauritanie.....	11
Campagne de sensibilisation au problème de l'accaparement des terres au Burkina Faso	11
Mali: « La terre est notre héritage »	12
Asie.....	13
En Inde, 100 000 personnes se mobilisent contre une agriculture aux mains des sociétés commerciales	13
En Indonésie, coalition contre l'accaparement des terres.....	14
Taiwan: les paysans se rassemblent devant le siège de la Présidence.....	15
D'autres exemples de luttes	16
Amérique latine	16
Honduras: assassiner en toute impunité.....	17
Egalité des sexes pour la propriété de la terre en République dominicaine	18
Solidarité avec le Paraguay	19
Agrobusiness comme toujours : mort de paysans en Argentine	19
Paysans sans terre menacés à Pernambuco, Brésil	20
2. Contexte mondial	21
Aperçu général de l'accaparement et de la concentration des terres	21
20 ans d'actions locales et mondiales portant sur les réformes agraires	22
Campagne permanente pour une réforme agraire	22
Droits des paysans.....	23
Opposition aux politiques de la Banque mondiale.....	24
Adoption des directives volontaires sur la propriété foncière	24
3. Pour aller de l'avant	25
Réforme agraire: notre vision pour le 21 ^{ème} siècle	25
Déclaration lors de la conférence de novembre 2011 au Mali : « Stop à l'accaparement des terres maintenant ! »	26
Conclusion	29

Encadrés

Occupation de ferme à Gill Tract, Californie	6
Gigantesque projet brésilien au Mozambique devant déplacer des millions de paysans.....	11
Témoignage d'une famille paysanne malienne victime d'un accaparement de terre	12
Manifestation et occupation à Bahia, Brésil	20
Reconnaissance du concept de « territoire »	22

Introduction

« Nous ne sommes pas des oiseaux vivant dans les airs, nous ne sommes pas des poissons vivant dans l'eau. Nous sommes des paysans dont la vie dépend de la terre. »

Mouvement paysan unifié d'Aguán, Honduras (MUCA)

Ce rapport rassemble des études de cas et des analyses de luttes paysannes pour la terre dans le monde entier. Il présente également les appels à mobilisation de la Via Campesina contre l'accaparement des terres et à militer pour la réforme agraire. Evidemment, étant donné que le mouvement est composé de plusieurs millions de paysans, de sans terre, de femmes paysannes, de peuples autochtones, de jeunes, de migrants et d'ouvriers agricoles, ce rapport ne prétend pas à l'exhaustivité mais donne à connaître des témoignages de notre vitalité et de notre force. Cette publication vise à présenter le combat de la Via Campesina pour la terre et la stratégie que l'organisation a élaborée au cours des deux dernières décennies.

La plupart de ces analyses et témoignages ont été recueillis lors de deux forums importants : la Conférence internationale contre l'accaparement des terres qui s'est tenue au Mali en novembre 2011 et la Conférence sur la réforme agraire et la défense du foncier et des territoires qui eut lieu en Indonésie en juillet 2012. Ces deux grands rassemblements internationaux nous ont permis collectivement de devenir solidaires et d'élaborer des positions communes sur le plan politique.

Le problème de l'accaparement des terres a resurgi pendant la crise alimentaire mondiale de 2007-2008 qui vît 115 millions de personnes supplémentaires souffrir de la faim, faisant passer le nombre total de ses victimes à près d'un milliard, fin 2008.¹ Aujourd'hui, les prix mondiaux pour les produits alimentaires restent élevés et volatiles, particulièrement dans les pays en développement. La course aux terres agricoles extérieures aux territoires nationaux (telle une préemption extraterritoriale) et destinées à la production alimentaire a accentué la spéculation sur les marchés de l'alimentation ; des régimes alimentaires de plus en plus carnés et la demande en agro-carburants constituent deux tendances majeures de l'agro-industrie qui contribuent à cet accaparement des terres au niveau mondial.²

Les pauvres du monde continuent d'être les victimes des échecs systémiques inhérents au modèle capitaliste néolibéral. La croissance des exportations et le contrôle des systèmes alimentaires par de grandes sociétés commerciales exposent les paysans à une concurrence injuste exercée par des intérêts financiers puissants. Cependant, malgré le renforcement du paradigme néolibéral au niveau mondial, notre appel ferme et digne pour la souveraineté alimentaire a été entendu par certains gouvernements, institutions et organisations progressistes.

¹ En 2009, 960 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde, selon la FAO (2009)
http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/ISFP/SR_Web.pdf

² Cf. Transnational Institute, The Global Land Grab: A Primer, 2012
<http://www.tni.org/primer/global-land-grab>

Alors que les changements climatiques menacent la survie de l'humanité, soutenir les petits producteurs et l'agriculture familiale et paysanne dans le monde entier doit faire l'objet d'une revendication plus affirmée. L'agro-écologie intégrée est largement reconnue comme étant résiliente et pouvant s'adapter aux changements climatiques ; elle restaure les sols – une riche réserve en carbone – et est très productive. Par contraste, le système alimentaire promu par les grandes entreprises se caractérise par des régimes alimentaires à faible teneur nutritionnelle et suppose l'utilisation d'OGM, une irrigation massive, l'utilisation de pesticides et d'engrais chimiques, entraînant la dégradation de la biodiversité. Nous résistons partout à ce modèle dominant.

1. La résistance dans le monde entier

17 Avril
Journée internationale des luttes paysannes

Stop aux accaparements de terres!
La terre est à celles et ceux qui la travaillent!

Stop aux accaparements de terres!

www.viacampesina.org

Appel à l'action contre l'accaparement des terres fait par la Via Campesina à l'occasion du 17 avril, journée internationale des luttes paysannes.

En illustrant ce rapport d'exemples de luttes menées par nos membres, nous montrons les dures réalités auxquelles ils doivent faire face dans leur combat contre l'accaparement des terres et la concentration de la propriété foncière, conséquences des injustices systémiques inhérentes à nos sociétés capitalistes.

Ces études de cas par pays donnent également un espoir dans la mesure où les paysans et les activistes se mobilisent pour prendre le contrôle de la terre et exiger des changements de politique de la part des décideurs. Les femmes occupent le

devant de la scène dans ces luttes et le silence assourdissant de la répression dont elles sont victimes est en train d'être rompu. Paysans et activistes sous la menace de régimes et de propriétaires d'une violence parfois extrême - comme au Honduras-, défendent avec témérité la souveraineté alimentaire,

Ainsi continuons-nous à travailler la terre, à nourrir les familles rurales comme urbaines, à contribuer au refroidissement de la planète et à montrer à quoi ressemblent réellement sur le terrain les alternatives durables. Alors que nous célébrons notre 20^{ème} anniversaire, bénéficiant toujours d'une forte croissance avec de nouveaux membres et de nouveaux alliés, nos luttes sont locales et mondiales ; elles fournissent un antidote puissant aux crises alimentaire, climatique, énergétique et financière.

Europe

L'Europe est fortement industrialisée et le continent le plus urbanisé dans le monde, avec environ 80% de sa population vivant en ville. Toutefois, l'agriculture représente un secteur important dans l'UE : on y compte à peu près 12 millions d'exploitations agricoles qui couvrent 170 millions d'hectares. Mais les surfaces consacrées à l'agriculture diminue, les disparitions de petites fermes continue d'augmenter et les jeunes futurs agriculteurs doivent faire face à d'importants obstacles pour accéder au foncier.

Les ruraux européens font ainsi face à l'accaparement des terres – un phénomène, toutes choses égales par ailleurs, similaire et étroitement lié à ce qui se passe dans les pays du Sud – et à une concentration croissante de la terre entre les mains d'investisseurs privés et de riches agriculteurs. Le programme de subventions de la Politique Agricole Commune (PAC) de l'UE contribue directement au creusement de cette inégalité face à la terre et favorise explicitement les grandes exploitations, marginalisant ainsi les petits producteurs et bloquant l'entrée de jeunes futurs agriculteurs.³

L'accaparement des terres en Hongrie

En Hongrie, la terre est considérée comme étant d'une grande valeur pour le pays, comme on peut le voir dans l'Histoire et les légendes populaires. Au cours des deux dernières décennies, des investisseurs venant de riches Etats Membres de l'UE ont été attirés par le prix peu élevé de la terre en Hongrie et par les possibilités d'encaisser de lucratives subventions agricoles suite à l'entrée de la Hongrie dans l'UE.

En dépit du moratoire promulguée par la Hongrie sur les acquisitions étrangères de foncier, des acteurs extérieurs au pays ont pu s'accaparer et contrôler de larges surfaces, en particulier par l'intermédiaire de ce qu'on appelle les « contrats de poche », permettant de s'absoudre des restrictions légales sur les ventes de terre.

Des affaires particulièrement troubles ont été mises en lumière.

³ Cette introduction est basée sur l'analyse de Jennifer Franco du Transnational Institute et de Saturnino Borrás Jr. Professeur associé en développement rural au [Institute of Social Studies \(ISS\)](#)

- Dans le comté de Somogy, sur la propriété agricole sans cesse en extension appartenant à Carlo Benetton, un héritier de la dynastie du textile italien, ce sont 7 000 ha de maïs, de blé, et de peupliers qui sont exploités. Comme l'a rapporté Le Monde, les 1200 habitants du village l'ont surnommé « Alcatraz » (allusion à l'ancienne prison étatsunienne) du fait des clôtures érigées autour des champs pour les protéger du gibier.
- Grupo Milton – une société hongroise avec des liens espagnols – a été mêlé à un scandale se rapportant à des projets extravagants « d'investissement » comprenant un projet de village golf et un circuit de course automobile.

Le rôle de l'Etat hongrois dans ce processus a été ambivalent, réglementant les excès les plus criants de ces accaparements de terres, criminalisant différentes pratiques, mais facilitant et profitant de ces transactions douteuses sur le foncier. Ces tendances concurrentes au cœur des politiques agraires hongroises sont sources à la fois de défis et d'opportunités pour les petits producteurs et les organisations de la société civile du pays.

La lutte pour la terre en Roumanie

Dans toute la Roumanie, les ressources naturelles, y compris la terre des paysans, font objet d'exploitation et d'investissements massifs. La terre est accaparée au profit de l'agriculture industrielle, l'exploitation minière, l'énergie, le tourisme, les sources en eau, la spéculation foncière. Ces investissements massifs s'étendant à toute la campagne ont pour conséquences l'affaiblissement de l'économie rurale, le coût exagéré de la terre et l'exode vers les villes.

Dans les années 1990, les principaux acteurs de l'accaparement des terres étaient roumains, mais depuis les années 2000 des sociétés étrangères s'y sont jointes. Les autorités roumaines facilitent l'acquisition de terres fertiles et de ressources en eau pour l'agriculture et l'élevage intensifs, ainsi que pour des activités minières.

L'accaparement des terres est la face cachée de l'image harmonieuse donnée lors de l'entrée dans l'UE en 2007. Les politiques de l'UE renforcent le modèle agro-industriel orienté vers l'exportation, et le Traité d'entrée dans l'UE demandait l'ouverture du marché foncier intérieur à des acheteurs étrangers.

En outre, la Politique agricole commune (PAC) a exacerbé les inégalités dans le milieu rural : en 2008, 51% des subventions de la PAC ont été allouées à moins de 1% de toutes les exploitations agricoles, celles qui sont les plus grandes avec plus de 500 ha.⁴

Alors que l'espace rural se vide, les groupes agro-industriels profitent de l'âge et de la vulnérabilité des populations restantes pour s'assurer des achats de terre à un prix très faible. Il existe cependant une résistance modeste mais positive à ces tendances. L'association, Eco Ruralis, une organisation membre de la Coordination européenne de la Via Campesina, demande des politiques nationales et de l'UE qui

⁴ Lucian Luca, Two extremes don't make one right – Romania and the Reform of the Common Agriculture Policy, 2009, Romanian Center for European Policies.

respectent et soutiennent les quatre millions de citoyens qui vivent d'une agriculture paysanne locale, diversifiée et respectueuse de l'environnement.

Occupation de terre en milieu urbain à Vienne, Autriche

« Un pas vers la souveraineté alimentaire et la réintroduction de pratiques oubliées pour l'accès à la terre en Autriche » membres SoliLa!

Un collectif appelé SoliLa!⁵ est apparu pendant une action d'occupation de terre urbaine à Vienne. Cette occupation débuta le 17 avril 2012 comme manifestation de solidarité à l'occasion de la journée mondiale des luttes paysannes. SoliLa! est un groupe principalement composé de jeunes, dont de « futurs paysans »⁶ qui cherchent des terres en ville pour faire pousser des légumes.

Le collectif avait en effet découvert le projet de l'Université des ressources naturelles et des sciences de la vie (BOKU)⁷ de mettre fin à son bail portant sur 3,5 ha de terre appartenant à un organisme d'Etat qui gère les biens fonciers, le Bundesimmobiliengesellschaft (BIG).

Au cours de la dernière décennie, différents groupes ont utilisé cette terre à diverses fins : l'université pour ses recherches (y compris des recherches sur les arbres fruitiers OGM), des étudiants pour y créer de petits jardins, un berger, des apiculteurs, et quelques jardiniers. Depuis fin 2011, une grande partie de la terre était en friche.

Donc SoliLa! a lancé un appel à une action d'occupation de la terre. Le 17 avril 2012, une centaine de personnes répondirent à cet appel et arrivèrent avec bicyclettes et outils.

Après une courte assemblée, les gens se sont immédiatement mis à cultiver la terre, à planter des graines, à mettre en place une infrastructure de base et à faire connaître leur action. Pendant les dix jours qui suivirent, la terre fut cultivée collectivement, de nouveaux participants étaient accueillis et l'objectif d'une agriculture en milieu urbain, basée sur les principes de la souveraineté alimentaire fut mise en pratique.

Cette occupation reçut le soutien des habitants, de diverses formations politiques, d'organisations paysannes et, de façon surprenante, provoqua une réaction positive dans les médias. Cependant, après dix jours, pour des raisons officielles de « sécurité », le rectorat de l'Université ordonna l'éviction qui fut menée par une société privée de sécurité. SoliLa! estime que plutôt qu'une fin, il s'agit d'un commencement pour parler des problèmes d'accès à la terre, du droit à la ville, et de la nécessité d'une « éducation émancipatrice ».

⁵ Solidarisch Landwirtschaften! Solidary Agriculture!

⁶ Ceci comprend ceux actifs dans Reclaim the Fields <http://www.reclaimthefields.org/who-we-are>

⁷ Universität für Bodenkultur

Occupation de ferme à Gill Tract, Californie

Au moment même où l'action de SoliLa! se déroulait, à Gill Tract, Albanie en Californie, l'opération « Occupons la ferme » fut lancée pour résister au projet de développement commercial sur une terre appartenant au domaine public et promouvoir une agro-écologie urbaine. Cette action eut lieu le 22 avril 2012 (Journée de la Terre) et avait pour objectif de se montrer solidaire de la Via Campesina.

L'occupation rassembla une coalition de résidents, d'agriculteurs, d'étudiants de l'Université de Californie, de chercheurs et d'activistes qui plantèrent plus de 15 000 graines afin de créer un centre d'agriculture urbaine durable à l'UC. Leurs propositions furent rejetées, mais la communauté continue de discuter du futur de l'agriculture urbaine à Gill Tract Farm et au-delà.⁸

Accès à la terre en Andalousie, Espagne

En Andalousie dans le sud de l'Espagne, contrairement à de nombreuses autres régions européennes, la population rurale n'a pas fortement diminué. Cela permet à la demande pour l'agro-écologie et le maintien des réseaux sociaux d'être satisfaite, s'appuyant sur la transmission générationnelle.

Les luttes pour la terre ont obtenu des succès par l'intermédiaire du mouvement des paysans qui occupent et cultivent la terre. Selon le Ministère de l'environnement, du monde rural et des affaires maritimes, le nombre d'*opérateurs bio*⁹ est passé de 396 à 32 837 entre 1991 et 2011. Au niveau national, les surfaces consacrées aux cultures biologiques sont passées de 4 235 ha à 1 845 039 ha.¹⁰

En 2011, la consommation de produits bio s'élevait à 965 millions d'euros, selon le Ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement. De plus, l'agriculture biologique contribue de façon significative à la création d'emplois dans l'agriculture, avec 50 000 emplois en 2010.

Les mouvements contre l'austérité ont suscité l'intérêt de jeunes citoyens andalous pour la mise en œuvre progressive de projets de production collective et de consommation responsable. Eco-villages, renouveau des villages et coopératives de consommateurs comblent ainsi le fossé campagne/ville.

Depuis les années 1980, le syndicat *Sindicato de Obreros del Campo (SOC)*, un syndicat progressiste de travailleurs agricoles, membre de la Coordination européenne Via Campesina, a créé des coopératives parallèlement à d'autres initiatives agro-écologiques réussies. En 2007, la nécessité pour la SOC de faire le

⁸ Site Take Back the Tract : <http://www.takebackthetract.com/index.php/17-general-content/111-wed-3-6-community-forum-on-the-future-of-the-gill-tract>

⁹ Le terme « opérateur » se réfère aux cultivateurs, éleveurs, pisciculteurs, fabricants, détaillants, grossistes, importateurs et exportateurs..

¹⁰ Au cours de la dernière décennie, les surfaces consacrées à l'agriculture biologique ont augmenté de 25% en Espagne en comparaison à une moyenne de croissance de 12% dans l'UE, selon la Direction générale européenne à l'agriculture et au développement durable. Voir : http://ec.europa.eu/agriculture/statistics/index_en.htm

lien avec des mouvements urbains a donné naissance au *Sindicato Andaluz de Trabajadores (SAT)*, le syndicat andalou. *SOC-SAT* mobilise dans toute l'Andalousie et met en place avec succès des occupations de terre pour une production durable.

Résistance à la concentration des terres et à l'expansion urbaine en France

En France, la législation sur la tenure et le coût relativement peu élevé de la terre agricole font que les petits producteurs et leur famille contrôlent 80% des terres agricoles. Les réglementations et régulations permettent aux nouveaux paysans et aux paysans moins aisés de résister à une marginalisation venant de l'expansion d'exploitations plus importantes.

Cependant, l'accès à la terre constitue un obstacle majeur pour les jeunes futurs agriculteurs en raison d'une part de l'utilisation des terres pour des projets non agricoles, et, d'autre part, de la concentration du secteur agricole. Plus de 60 000 ha de terres agricoles sont perdues chaque année pour faire place à l'expansion urbaine, y compris les routes, supermarchés et espaces de loisirs.

Les terres les plus fertiles, souvent situées à proximité des villes, sont détournées de leur usage agricole lorsque des responsables locaux accordent la priorité à des gains économiques de court terme plutôt qu'à l'emploi rural à long terme. Certains grands projets d'infrastructure qui risquent de détruire des terres agricoles font face à une opposition. L'un de ces projets qui a provoqué une opposition massive et un mouvement d'occupation est le projet d'aéroport près de Nantes (Notre Dame des Landes), qui entraînerait la destruction d'au moins 2 000 ha de terres agricoles et l'éviction des agriculteurs locaux.

Pochoir créé par le mouvement
d'opposition au projet d'aéroport de
Notre Dame des Landes, près de Nantes.



Imposer des limites aux changements d'affectation des sols pour l'urbanisation, créer des espaces verts et des infrastructures durables au cœur des villes pourraient contribuer au renversement de cette tendance à l'appropriation. De plus, des changements de politique pourraient attribuer les subventions aux petits producteurs plutôt qu'aux grandes exploitations. Les réglementations concernant l'agriculture devraient accorder la priorité à ceux qui cultivent la terre pour une production durable plutôt qu'à ceux qui y voient des intérêts commerciaux importants ainsi qu'à ceux qui sont de riches héritiers.

Accapement de zones vertes : le cas de Narbolia, Italie

Dans la région italienne de Sardaigne, l'accapement des terres a été le corollaire de la promotion de la protection environnementale et du développement des « énergies renouvelables ». Dans la province d'Oristano, Enervitabio Ltd fait ainsi fonctionner une installation solaire de serres à panneaux photovoltaïques, avec comme objectif une production énergétique de 27 MW. Ce type d'installation est

symbolique d'une tendance à l'accaparement de centaines d'hectares, dont des hectares de terres agricoles de première qualité, pour des projets de serres solaires aux nombreux impacts négatifs.

Ces projets non seulement réduisent les droits des communautés locales à produire et à avoir accès à la terre, mais ils réduisent également les capacités des petits producteurs à apporter leur contribution à une solution à la crise économique qui frappe le pays. En fait, de telles installations ont drainé des ressources financières qui auraient dû être dédiées à la production agricole.

Des millions d'hectares de terre sont passés, ou sont en train de passer, à des usages non agricoles, telles que des activités résidentielles, industrielles, militaires, commerciales, touristiques, telle que la création d'infrastructures publiques et la production d'énergie renouvelable. Il s'agit là d'une situation de première importance – des solutions peuvent être trouvées.

Afrique

Etant donné que le continent africain est le plus affecté par l'accaparement des terres, la Via Campesina et ses alliés décida d'y organiser en novembre 2011 une conférence paysanne internationale sur la question. La terre africaine est fertile et bon marché en comparaison avec celle des autres continents ; la plupart des terres ne font pas l'objet de titres de propriété, ce qui permet aux multinationales d'en devenir facilement acquéreurs. Paysans, pasteurs, populations autochtones et petits producteurs, qui nourrissent 80% de la population sub-saharienne, sont ainsi spoliés de leurs terres. Si l'accaparement des terres en Afrique remonte aux temps de la colonisation, aujourd'hui, des Etats souverains et/ou des multinationales cherchent davantage à s'octroyer des terres et des ressources en eau pour la production d'agro-carburants ou l'exportation de produits alimentaires.

D'autres facteurs (que l'absence de titres de propriété) favorisent l'accaparement des terres dont la propriété patriarcale de la terre, les discriminations envers les jeunes paysans et les petits producteurs, ainsi que la domination exercée par les élites locales. Le consensus général est que l'accaparement des terres affecte directement et négativement les paysans et les familles paysannes, en particulier les femmes qui représentent la majorité des travailleurs ruraux et qui ont tendance à être plus actives que les hommes dans le domaine de l'agriculture.

Stop à l'accaparement des terres pour la production d'agro-carburant au Sénégal

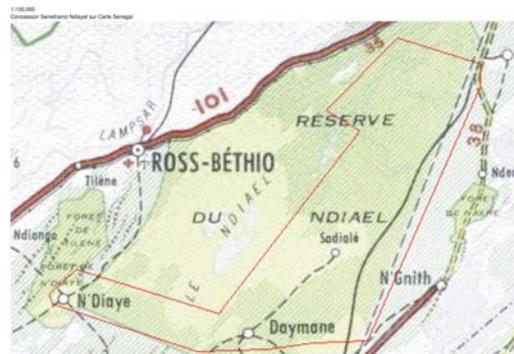
« Je suis paysan. Je cultive principalement des cacahuètes et d'autres légumes pour la consommation ; j'ai aussi des moutons et des vaches. Mon pays, le Sénégal, a déjà promis de donner 500 000 hectares de terre pour la production d'agro-carburant et l'exportation de produits alimentaires. »

Au Sénégal, le CNCR,¹¹ membre de la Via Campesina, s'est mobilisé contre les accaparements de terre en augmentation dans le pays et qui sont destinés à l'installation de sociétés minières, la production d'agro-carburant, et à des projets immobiliers répondant à l'expansion urbaine

« A Fanaye, une société italienne (SENETHANOL) a demandé des terres pour produire des agro-carburants. Lorsque les communautés locales découvrirent qu'elles allaient perdre leurs terres et leurs villages, elles décidèrent de résister. A la suite de la mort violente de deux paysans qui furent tués par des élites locales, corrompues par les promoteurs du projet, nous avons organisé une grande manifestation à Dakar, la capitale. Face à cette mobilisation, le Premier ministre a finalement suspendu le projet. Néanmoins, nous savons que le gouvernement a déjà reçu de l'argent et nous avons peur que la société italienne obtienne d'autres terres ailleurs. »

Après les violents incidents de Fanaye, en octobre 2011, le Président Abdoulaye Wade a suspendu le projet de production d'agro-carburant portant sur 20 000 ha. Mais, mi-2012, après l'arrivée au pouvoir de Macky Sall, le gouvernement a déplacé le projet. La société Senethanol a reçu d'autres terres dans la communauté rurale de Ngith, comprenant des localités telles que Ronkh, Gninth, Diama, N'Diaye et Ross-Béthio. Au cours de cette opération, 10 000 ha de forêt ont été re-classifiés afin que cet agro-industriel puisse labourer la terre pour y planter des tournesols et des patates douces destinés à la production d'agro-carburant. Inévitablement cela a suscité davantage de colère, de conflit et de résistance.

Carte montrant la concession Sénéthanol dans la communauté rurale de Ngith, Sénégal.



Depuis juillet 2012, les protestations et les mobilisations ont été constantes. Les petits producteurs sont descendus dans la rue pour défendre leurs propres droits à la terre. Des jeunes gens ont incendié les tracteurs de Senethanol pour essayer d'empêcher les opérations de déboisement et défrichage des terres. Des manifestations pacifiques de villageois ont été violemment attaquées par la police antiémeute, avec parfois des gaz lacrymogènes et des tirs.

Demba Kâ, le frère d'une des victimes des brutalités policières, dit que les villageois de Ronkh ne veulent pas de ce projet car il n'apporte que chagrin et douleur : « Les machines ont labouré la terre de nos ancêtres, elles ont détruit nos mosquées ! » Les investisseurs pris différentes mesures pour faire face à la mobilisation, et font désormais garder leurs plantations par des bergers allemands.

Les éleveurs de 37 villages, qui à présent ne peuvent plus faire paître leurs animaux

¹¹ Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux

à cause du projet, se préparent à marcher de Saint Louis à Dakar avec 30 000 têtes de bétail. Ils projettent de s'installer en face du palais présidentiel pour exiger que la transaction Senethanol soit annulée.

Selon Amadou Kanouté, Directeur du *Pan African Institute pour les consommateurs et le développement*, CICODEV,¹² le gouvernement sénégalais a donné un total de 650 000 ha de terre agricole à des investisseurs privés entre les années 2000 et 2010. Dix de ces projets sont dirigés par des hommes d'affaires sénégalais et sept de ces projets sont dirigés par des étrangers. Ceci représente presque 17% de la terre arable du pays.¹³

Mozambique: rompre le silence sur les violences faites aux femmes

Le modèle capitaliste d'une production agricole basée sur une monoculture industrielle, orientée vers l'exportation et l'utilisation massive d'intrants chimiques a déstructuré le mode de vie rural et entraîné l'exode de millions de paysans vers les villes, tout en détruisant l'environnement. Ce système a particulièrement touché les femmes en accentuant l'inégalité entre les sexes.

En novembre 2011, lors de la conférence internationale contre l'accaparement des terres organisée au Mali, une paysanne du Mozambique a témoigné sur la façon dont la perte de la terre, affecte négativement les femmes dans son pays. « Quand une jeune fille grandit et se marie, elle part vivre dans sa belle-famille. Parfois la jeune femme n'est pas bien traitée par la famille. S'il arrive que son mari tombe malade, elle prend soin de lui, fait de son mieux, mais s'il arrive que son mari meure, alors commencent ses difficultés. On lui demande d'épouser son beau-frère. Si elle refuse, elle est accusée d'avoir tué son mari, elle est calomniée et renvoyée chez ses parents. Quand elle arrive là, ses belles-sœurs se sont déjà attribuées la terre. »

« Elle n'a pas la moindre parcelle de terre. Elle doit recommencer à zéro. Les femmes travaillent dans les champs avec les hommes, travaillent plus que les hommes, sont souvent seules à s'occuper du travail, de la récolte et de la vente sur les marchés. Mais lorsque l'argent entre, c'est l'homme qui contrôle l'argent du foyer. Si la femme a besoin de quelque chose, elle doit lui demander de l'argent. S'il est d'accord, l'homme et la femme partent ensemble faire des courses et c'est lui qui paie. »

« Au Mozambique, il existe une forte discrimination envers les femmes. C'est aussi pour cette raison que j'ai décidé de devenir membre de l'union nationale des petits producteurs et des familles paysannes. Je sais que je deviens plus forte grâce à la conférence. Je serai capable d'aider d'autres femmes qui souffrent énormément. Beaucoup sont illettrées et ont besoin de recevoir une éducation. Une fois éduquées, elles ne tolèrent plus les agressions de leur mari car elles savent où s'adresser. Si vous ignorez les lois et vos droits, comment pouvez-vous savoir où

¹² CICODEV (Afrique Institut pour la Citoyenneté des Consommateurs de Développement)

¹³ http://www.pressafrik.com/Senegal-En-10-ans-650-000-ha-de-terres-ont-ete-donnees-a-17-privés-nationaux-ou-etrangers_a70658.html

chercher de l'aide ? Chacun de ces échanges, me rend plus à même d'aider les autres. »

Au Mozambique, un gigantesque projet brésilien doit déplacer des millions de paysans

Le gouvernement brésilien et le secteur privé collaborent avec le Japon pour faire pression en faveur d'un projet d'agrobusiness à grande échelle, au nord du Mozambique. Le projet, intitulé ProSavana, mettra à la disposition de sociétés d'agro business brésiliennes 14 millions d'hectares pour la production de soja, de maïs et autres cultures qui seront exportées par des multinationales japonaises. Dans cette région du Mozambique, connue sous le nom de corridor du Nacala, vivent des millions de familles paysannes qui risquent de perdre leurs terres au cours de cette opération.

Accaparement des terres et conflit interethnique en Mauritanie

En Mauritanie, l'oppression de groupes ethniques s'est traduite par une dépossession de territoire et par une forme d'esclavage contemporain, pratique encore répandue dans le pays. La communauté mauresque est majoritaire et la population noire vit essentiellement dans le sud du pays et dans les villes.

En 1989, les conflits inter-ethniques provoquèrent des tensions politiques entre la Mauritanie et le Sénégal. Les autorités mauritaniennes saisirent cette opportunité pour déporter les communautés noires maliennes et sénégalaises. Le gouvernement mauritanien redistribua les terres des déportés. Lorsque ces derniers revinrent, ils découvrirent que leurs terres avaient été vendues. Il s'en suivit une aggravation des conflits interethniques et des confrontations, mais les organisations paysannes encouragèrent le dialogue dans la région.

Campagne de sensibilisation sur l'accaparement des terres au Burkina Faso

Au Burkina Faso, les études de cas sur l'accaparement des terres se sont centrées sur les investisseurs nationaux qui mettent la main sur les terres pour y pratiquer une agriculture industrielle, ce type d'investissement n'étant pas contrôlé. La majorité de la population travaille dans ce secteur et est largement exploitée. Les chiffres exacts ne sont pas connus, mais le nombre et la taille de ces acquisitions augmentent et de nouvelles formes d'investissements et de spéculation apparaissent.

L'Etat encourage de tels investissements dans l'agriculture de type industriel et établit des contacts avec les investisseurs. Mais qui sont ces investisseurs ? Dans certains cas, il s'agit de nouveaux acteurs qui se spécialisent dans les semences et la production d'aliments. Ils travaillent en collaboration avec de vastes exploitations agricoles plutôt qu'avec des paysans et des petits producteurs.

Les petits producteurs et les familles paysannes disent que les investisseurs construisent des infrastructures y compris des aéroports. Comme les terres saisies

sont celles qui sont le mieux irriguées, l'accaparement des terres est également lié au problème de l'eau.

Une étude datée de 2010 réalisée par l'organisation nationale des producteurs montre que si les choses continuent ainsi, il n'y aura plus de terre pour les paysans et les petites exploitations familiales d'ici dix ans. Les paysans et les autres travailleurs du milieu rural seront contraints d'émigrer. En 2011, a été organisée une campagne de sensibilisation au problème dans les différentes régions affectées pour mettre fin à l'accaparement des terres, et pour encourager les petits producteurs et les familles paysannes à s'opposer aux investisseurs. Un représentant de la communauté a apporté ce témoignage au mouvement :

« Les paysans et les petits producteurs n'abandonnent pas la terre. Ils en sont spoliés. Nous devons engager des discussions avec les secteurs de la société qui contrôlent la terre. Les gouvernements locaux ont commencé à intervenir dans ces transactions, et quelquefois ralentissent le processus. »

Mali: « La terre est notre héritage »

*« Nous étions prêts à récolter, mais ils ont pris la terre pour faire place à un canal. Nous sommes des êtres humains et nous allons dire au gouvernement que cela est mal. Nous n'allons pas vivre dans la boue. Personne n'acceptera le vol des récoltes. Nous avons un ennemi et c'est le gouvernement. »
Bakary Sidi Coulibaly, paysan producteur du village de Sanamadougou*

Le CNOP (Coordination Nationale des Organisations Paysannes) a apporté son aide à la mobilisation et aux cas portés devant les tribunaux pour bloquer les vastes acquisitions de terres et récupérer les terres perdues au profit de gros investisseurs privés. Depuis 2008, le gouvernement a signé des accords en préparation d'expropriations de terres pour des projets d'agrobusiness, dont des plantations de cannes à sucre, la production de riz et l'élevage.

MALIBYA, une société libanaise, a reçu 100 000 ha de terre dans la principale région de culture du riz, région de l'Office du Niger. La société chinoise CGC, par contrat avec MALIBYA, a été chargée des travaux de construction du canal et des routes adjacentes. Dans la région de Koulikoro, un autre canal a également été construit. A présent ce canal isole complètement le village de Sanamadougou. Les habitants doivent faire un détour de plusieurs kilomètres pour atteindre leur maison. Le 12



avril 2013, un jeune père, Fousseyni Coulibaly, essaya de traverser le canal pour rentrer chez lui alors que la nuit tombait. Il se noya tragiquement.

Au Mali, en raison des canaux construits par les investisseurs les habitant-e-s doivent faire un détour de plusieurs kilomètres pour rejoindre leur maison.

Depuis la chute de Kadhafi en 2011 et à la suite du déclin très important de l'investissement dans la région, le projet Malibya s'est arrêté, mais la terre a déjà fait l'objet d'expropriation. Dans le village de Sanamadougou, les paysans et les familles de petits producteurs ont signé une pétition envoyée au gouvernement dans laquelle ils déclaraient leur opposition aux développements actuels. Une procédure de plainte est en cours. Mais, les habitants craignent que parler ne les conduisent à l'emprisonnement.

Compte tenu du sérieux de la situation concernant les menaces d'accaparement de la terre, beaucoup de communautés dans tout le pays, le CNOP et d'autres organisations de la société civile ont fondé « La Convergence malienne contre l'accaparement des terres » pour renforcer et donner plus de visibilité aux luttes paysannes.

Asie

De nombreux gouvernements asiatiques privatisent des secteurs essentiels dont les services à l'agriculture, les semences, l'eau et les services de crédit. Pour les familles de paysans et les petits producteurs cela signifie plus de difficultés pour obtenir une éducation, pour accéder aux services de santé, bénéficier de l'électricité, d'intrants agricoles, de l'eau nécessaire aux usages domestiques et agricoles. Les politiques néolibérales ont été imposées par les institutions financières internationales telles que la Banque Mondiale et la Banque pour le Développement en Asie. Mais, elles ont également été indépendamment mises en œuvre par les gouvernements qui adoptent leurs propres politiques néolibérales.

Les paysans et les familles de petits producteurs se retrouvent endettés et perdent leur terre. Comme il est devenu de plus en plus difficile de vivre de l'agriculture, beaucoup de paysans et de familles de petits producteurs se voient contraints de quitter leur terre. Souvent, ils deviennent des migrants. Dans certains pays, une industrie du sexe florissante recrute un grand nombre de jeunes femmes du milieu rural et les forcent à se prostituer.

Les multinationales et les gouvernements mettent la main sur de vastes espaces de terre pour créer d'importantes plantations destinées à l'industrie, à la production d'aliments, à l'exploitation de mines, à la construction de barrages, aux projets d'infrastructure et de tourisme. Quand la terre est saisie, les communautés se retrouvent déplacées, et l'environnement malmené. De plus, au cours de ces opérations, se perdent les solidarités locales, la culture rurale et les traditions.

En Inde, 100 000 personnes se mobilisent contre une agriculture dirigée par des sociétés commerciales

Le 20 mars 2013, plus de 100 000 paysans, travailleurs agricoles et ruraux, appartenant à une grande variété de mouvements sociaux de toute l'Inde, se sont mobilisés et ont marché sur New Delhi. Les manifestants se rendirent jusqu'à la capitale indienne pour montrer leur engagement collectif pour renverser la situation actuelle de crise agraire.

Le gouvernement est responsable de cette crise en raison de sa promotion agressive de réformes de libéralisation, qui en fin de compte soutiennent les investissements étrangers, les grandes sociétés commerciales et l'élite des consommateurs, au lieu de la majorité rurale et des gens ordinaires de l'Inde.

Les paysans du Comité indien de coordination du Mouvement des paysans, *Farmers from the Indian Coordination Committee of Farmers' Movements (ICCFM)*, qui comprend des groupes indépendants tels que le syndicat de Bhartiya Kisan (*BKU*) et le Mouvement des paysans de Karnataka (*KRRS*), tous deux membres de la Via Campesina, se sont joints à la plus vaste alliance du mouvement des peuples en Inde, nommé le Mouvement de l'alliance nationale des peuples, *National Alliance of People's Movements (NAPM)*. Ensemble, ils cherchent à défendre l'accès des populations indiennes à la terre, à l'eau, aux forêts et aux semences, soit les ressources les plus importantes pour les gens de la campagne et la source de l'alimentation et des moyens de subsistance des masses indiennes.

S'adressant aux masses à Jantar Mantar, le Président national du *BKU* déclara: « Des millions de petits producteurs d'alimentation sont forcés d'abandonner l'agriculture et quittent leur village à la recherche d'un travail instable ou simplement inexistant. Ou bien ils sont poussés au suicide, par centaines de milliers. A ce rythme, bientôt il ne restera qu'un très petit nombre d'agriculteurs dans le pays. Si le gouvernement indien continue de promouvoir une industrialisation incontrôlée et un mode de consommation élitiste, alors d'où viendront l'eau et l'électricité pour de tels énormes projets et quel sera l'impact sur la nature et les pauvres ? »

Les leaders des petits producteurs ont brûlé ensemble l'Acte sur l'acquisition des terres, la réinstallation et la réhabilitation (2011) qui actuellement figure en tête de l'agenda politique national. Bien que les producteurs soutiennent un nouveau projet de loi sur la terre, ils rejettent la forme actuelle du projet de loi, qui ignore les recommandations de la Commission parlementaire et s'est transformé en instrument pour saisir les terres agricoles au profit de grands groupes privés.

Le Ministère de l'agriculture est accusé d'être sous l'influence de Monsanto et de soutenir la culture du coton Bt (transgénique) – en dépit de tous les échecs – au lieu de soutenir la majorité des petits producteurs du pays, dont beaucoup se sont suicidés parce qu'ils étaient endettés.

En Indonésie, coalition contre l'accaparement des terres

En janvier 2012, une nouvelle coalition a émergé suite aux manifestations qui ont secoué Jakarta et 27 autres provinces dans tout l'Indonésie réclamant une réforme agraire et la défense des droits des peuples. Environ 50 organisations se sont jointes au "Secrétariat collectif du Mouvement indonésien pour la reconquête des droits des peuples" représentant les paysans, les pêcheurs artisans, les travailleurs, les peuples autochtones, les femmes, les jeunes, les étudiants, les groupes d'élus locaux, et des ONG. Ils expriment leur résistance et dénoncèrent l'accaparement des terres facilité par le régime du SBY-Boediono.

Janvier 2012, le syndicat indonésien SPI et d'autres mouvements sociaux organisent une marche à Jakarta contre l'accaparement des terres en Indonésie

Cette importante coalition a récemment dénoncé les plus importants cas d'accaparement des terres à Mesuji et Sape. Dans les deux cas, il y a eu des victimes de l'action policière et de celle des grandes entreprises. A la Chambre des Représentants, suite à ces manifestations, 34 membres du parlement ont décidé de constituer un Comité spécial sur la Réforme agraire dans le but de mener des investigations sur les abus d'accaparement et de mettre en œuvre la réforme agraire. La dimension pluri-sectorielle de cette nouvelle plateforme permet d'accroître la capacité de traduire les préoccupations populaires en propositions concrètes. Ce qui pourrait déclencher un mouvement populaire beaucoup plus large sur la question de la réforme agraire.



Taiwan – Manifestation paysanne devant le siège de la Présidence

En février 2013, les paysans de Taiwan – ainsi que des paysans et activistes de Thaïlande, Indonésie, Corée du Sud, Japon et Malaisie – ont manifesté contre la globalisation de l'agriculture sur le Boulevard Ketagalan devant le siège de la Présidence, pour protester contre les plans du gouvernement visant à poursuivre la levée des interdictions à l'importation de produits agricoles.

La porte-parole du *Taiwan Rural Front* (TRF), Madame Tsai Pei-hui (蔡培慧) s'est adressée à la foule:

"Nous nous sommes réunis ici aujourd'hui pour exprimer notre colère, nous voulons faire savoir au gouvernement que nous en avons assez de leurs compromis sur notre souveraineté alimentaire. Il s'agit d'un problème sérieux. En effet, notre autosuffisance alimentaire a maintenant été réduite de 33 %."

En plus d'une série de vives protestations contre les expropriations de terres qui se déroulent depuis des années, les paysans et les activistes sont préoccupés par la volonté du gouvernement de lever les interdictions à l'importation de 830 catégories de produits agricoles en provenance de Chine, de même que des produits porcins en provenance des Etats-Unis, et ce, malgré les promesses du Président Ma Ying-jeou's (馬英九).

Le professeur d'Économie agricole, Hsu Shih-jung (徐世榮), de l'Université nationale Cheng Chi, a déclaré que les paysans du pays, "ont peu confiance en ce gouvernement incapable" et les enjoint de se rassembler pour faire entendre leur opposition au libre échange dans le secteur de l'agriculture et d'appeler le gouvernement à promouvoir la souveraineté alimentaire.



Février 2013, Taipei, les paysans taïwanais manifestent contre la mondialisation en agriculture et ses conséquences en matière d'accès à la terre pour les paysannes et les paysans.

D'autres exemples de luttes

Henry Saragih, coordinateur général de la Via Campesina, a déclaré que les problèmes des paysans taïwanais sont les mêmes que ceux de beaucoup de paysans à travers le monde. Par exemple, la Thaïlande, qui à l'origine possédait un secteur agricole diversifié, s'est maintenant spécialisée dans la production de riz pour l'exportation et doit importer d'autres produits alimentaires.

La Corée du Sud est devenue un exportateur de produits électroniques, "et les terres agricoles ayant été occupées par le secteur industriel, certaines entreprises agricoles coréennes accaparent maintenant des terres en Afrique — en particulier à Madagascar — afin de cultiver des produits alimentaires qu'ils importent ensuite en Corée du Sud, laissant les paysans malgaches sans terres."

Amérique Latine

L'Amérique Latine connaît des niveaux élevés d'inégalité et une forte concentration de la terre. Ceci est le résultat de processus historiques suite à l'invasion coloniale, la construction des États nations et plusieurs décennies de néolibéralisme. Au cours des dernières années, l'agriculture, l'alimentation, l'eau et les ressources naturelles sont de plus en plus prises pour cible par d'importants flux de capitaux financiers. En effet, les gros investisseurs en agriculture accélèrent la concentration de la production, de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles tout en renforçant la dépendance aux intrants chimiques.

En Amérique latine et aux Caraïbes, les paysans, les paysannes et leurs familles sont expulsés de leurs terres par des projets agro-industriels et d'autres grands projets comme la construction des barrages hydroélectriques et l'extraction minière. Les accaparements de terres sont chaque fois plus fréquents, ce qui entraîne

naturellement le recul de la réforme foncière. En conséquence, la terre est de plus en plus concentrée entre les mains des détenteurs du capital.

Les communautés assistent à une contre-réforme foncière avec la complicité de nombreux gouvernements. La criminalisation et l'assassinat de paysans sont des faits particulièrement graves au Honduras mais ont également lieu ailleurs en Amérique Latine.

Honduras: Assassiner en toute impunité

“Nous ne sommes pas des oiseaux vivant dans l'air, nous ne sommes pas des poissons vivant dans l'eau, nous sommes des paysans ayant besoin de vivre sur terre.”

Mouvement paysan d'Aguán (MUCA)

Au cours de ces trois dernières années, 85 paysans ont été assassinés dans le Bajo Aguán où des milices armées opèrent en toute liberté. Le 16 février 2013, Santos Jacobo Cartagena a été assassiné alors qu'il attendait l'autobus qui devait l'emmener à Tocoa. Cartagena était un membre de la Compagnie San Esteban qui a unifié le mouvement paysan d'Aguán (MUCA).

Quelques heures plus tard, les assassins – mandatés par des accapareurs de terre – ont tiré sur Jose Trejo Cabrera et l'ont tué dans le district de San Isidro de Tocoa Colon. Cabrera était le frère de l'avocat Antonio Trejo Cabrera, assassiné le 22 septembre 2012 près de l'aéroport de Toncontin au Tegucigalpa. Tous deux étaient membres de la Coopérative San Isidro appartenant au *Movimiento Autentico Reivindicador Campesino del Aguán (MARCA)*. (Mouvement de revendication paysan).

Dans un récent communiqué de presse, le MUCA a déclaré:

“Nous tenons l'Etat du Honduras pour responsable de la vague d'assassinat contre les paysans de la région du Bajo Aguán, et de son incapacité à élaborer des politiques publiques pour mettre fin aux crises agricole et alimentaire dans notre pays ... Nous condamnons les gardes de sécurité, la police, les forces armées et les milices commanditées par les grands propriétaires Miguel Facusse, René Morales et Reinaldo Canales qui assassinent les paysans de l'Aguán.”

Le MUCA attribue également à la Loi de modernisation et de développement pour le Secteur agricole (1992), qu'il juge inconstitutionnel, d'être une cause fondamentale des crises agricole et alimentaire actuelles.

Un rapport, daté de 2012, émis par le *Center for Constitutional Rights* (New York) et la Fédération internationale pour les Droits de l'Homme (Paris), rapporté la mort par assassinat de plus de 100 personnes au Honduras. La plupart de ces assassinats étaient sélectifs et ciblés, ils ont eu lieu entre le coup d'Etat du 28 juin 2009 et le mois d'octobre 2012. Des preuves accablantes indiquent que des escadrons de la mort opèrent en toute impunité.

Le rapport sur les droits de l'Homme révèle que:

"Les assassinats constituent une horrible manifestation d'une attaque plus large, également caractérisée par des menaces de mort contre des activistes, avocats, journalistes, syndicalistes et paysans, ainsi que des tentatives d'assassinat, la pratique de torture, violence sexuelle, arrestations arbitraires et détentions. La Commission de la Vérité a décrit l'"attaque" du régime comme une attaque utilisant la terreur comme moyen de contrôle social."¹⁴

Egalité des sexes pour la propriété de la terre en République dominicaine

L'accès à la terre est l'une des principales barrières à laquelle les femmes doivent faire face pour jouer leur rôle dans la production agricole. Pendant des milliers d'années, les femmes ont été sujettes à de nombreux facteurs sociaux, culturels et économiques qui les ont empêchées d'exercer leurs droits en tant qu'agricultrices et citoyennes, ainsi qu'à l'accès, l'usage et le contrôle des ressources. Le droit à la terre et la sécurité des droits fonciers sont des droits fondamentaux de tout être humain.

Une recherche menée conjointement par la FAO, la Confédération nationale des femmes paysannes (CONAMUCA), membre de la Via Campesina, et Vétérinaires sans frontières, a fait connaître les conditions et le statut réservés aux femmes dans les programmes sur la propriété foncière et la réforme agraire entrepris depuis les 50 dernières années dans le pays.

La FAO a reconnu qu'elle ne pouvait pas remplir son mandat sans traiter les questions systémiques de genre dans tous les domaines de sa mission. La FAO a également déclaré que, compte tenu de sa politique sur l'égalité des sexes, la sécurité de l'alimentation et de la nutrition ainsi que la souveraineté alimentaire ne pouvaient pas être atteintes sans un accès égal pour les femmes aux ressources de production. De même, la FAO soutient que 150 millions de personnes pourraient ne plus être victimes de la faim et de la malnutrition simplement en éliminant la discrimination envers les femmes en agriculture.

Cette information peut servir d'outil pour sensibiliser la société sur la position des femmes dans les campagnes dominicaines et de base pour élaborer des stratégies appropriées visant à dépasser les différences historiques qui ont caractérisé la discrimination envers les femmes en matière de propriété de terres agricoles.

Bien que des changements récents à niveau législatif aient amélioré la reconnaissance de droits égaux pour les femmes dans la société dominicaine, les pratiques culturelles et les dispositions institutionnelles continuent à limiter l'accès de femmes à la terre et à l'agriculture, restreignant ainsi la performance de leur rôle dans la production agricole et des aliments.

¹⁴ Centre pour les Droits constitutionnels & Fédération internationale pour les droits de l'homme, Impunité au Honduras pour Crimes contre l'humaine: entre le 28 juin 2009 et le 31 octobre 2012, Conclusions conformément à l'Article 15 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, Novembre 2012 http://ccrjustice.org/files/Honduras_ICC_Submission.pdf

Il est donc nécessaire d'adopter des mesures politiques en vue d'améliorer de façon substantielle l'exercice du droit des femmes à la terre, soit par le biais de programmes de réforme foncière, soit en améliorant la disponibilité des ressources financières qui permettront aux femmes d'avoir accès à cette ressource vitale pour leur bien-être économique.

Solidarité avec le Paraguay

Au Paraguay, les paysans qui résistent contre l'expansion des plantations de soja, sont visés. Depuis septembre 2012, trois leaders paysans ont apparemment été assassinés parce qu'ils défendaient les droits de la communauté.¹⁵ D'autres activistes paysans font toujours face à des menaces de mort et à des intimidations. Trois mois plus tôt, des membres de la Coordination des organisations rurales d'Amérique latine (CLOC-Via Campesina) du Brésil, de l'Argentine, du Chili et de la Colombie se sont rendus au Paraguay pour une mission de solidarité afin de soutenir les organisations de paysans et de peuples autochtones suite à la prise de pouvoir de Federico Franco et la révocation du président légitime, Fernando Lugo. Certains membres de la mission ont exprimé leur préoccupation concernant la sécurité des organisations paysannes sous ce régime *de facto*, et dénoncé l'approbation récente de variétés OGM et le développement de l'agrobusiness dans le pays.

Agrobusiness comme toujours: mort de paysans en Argentine

"Cela aurait pu être évité, ça arrivera encore."

Titre de la déclaration du Mocase-VC suite à l'assassinat de Miguel Galván.

Le 10 octobre 2012, Miguel Galván a été assassiné, poignardé à mort, sur le seuil de sa maison. Près d'un an plus tôt, Cristian Ferreyra avait été tué par balles chez lui. Ces deux hommes étaient des paysans de la province du nord de Santiago del Estero et membres du Mouvement national de paysans de Santiago del Estero – (Mocase-VC), une organisation qui lutte pour les droits fonciers des paysans et des peuples autochtones.

Le motif de ces assassinats était qu'ils refusaient de remettre leur terre à des multinationales de plantation de soja. Alors que les attaquants de Galván ne sont toujours pas identifiés, dans le cas de Ferreyra, il est largement prouvé qu'un gros propriétaire de la région a engagé un tueur à gages pour le tuer.

"L'expansion de la production de soja est responsable de nombreuses évictions forcées de paysans et de peuples autochtones"



¹⁵ Sixto Perez (Septembre 2012)
Vidal Vega (Décembre 2012)
Benjamin "Toto" Lezcano (Février 2013)

Six mois après la mort tragique de Ferreyra, les incidents de conflit entre les grandes entreprises de l'agrobusiness et les paysans ont diminué. Pour autant, l'expansion de la production de soja s'est poursuivie et a entraîné des expulsions forcées de paysans et de peuples autochtones de leurs terres qu'ils occupaient depuis des siècles.

En 1996, le gouvernement de Carlos Menem avait approuvé une loi qui permettait aux agriculteurs de cultiver le soja Roundup Ready (RR) génétiquement modifié de Monsanto en Argentine. Actuellement en Argentine, Monsanto domine le marché du soja et facilite indirectement la main mise des entreprises qui détruit l'agriculture paysanne.

Menaces contre les paysans sans terre à Pernambuco, Brésil

A Pernambuco, Brésil, des petits producteurs et leurs familles occupant des terres sous-utilisées d'une propriété agricole Serro Azul doivent faire face à des menaces et des actes de violence. Depuis la mi-avril 2012, lorsque l'occupation a débuté, on a tiré sur les paysans et ils ont été physiquement battus par des voyous engagés par les grands propriétaires. Lors de ces affrontements, deux paysans ont été blessés, il y eut des incursions d'hommes armés visant les travailleurs avec leurs armes et des attaques physiques. Ces cas ont été signalés aux autorités brésiliennes qui n'ont jusqu'à présent pris aucune mesures pour protéger la vie des travailleurs et punir les responsables de ces crimes.

Manifestation et occupation à Bahia, Brésil

En avril 2013, le mouvement des paysans sans terre, MST, a organisé une marche depuis la municipalité de Camacari en hommage au leader MST, Fábio Santos Silva, assassiné de 15 coups de fusil dans le Sud-est de Bahia. Cette protestation concernait également les luttes menées en mémoire des 21 travailleurs ruraux tués lors du Massacre d'Eldorado de Carajás, qui eut lieu dans l'Etat de Pará le 17 avril 1996.

Márcio Matos, l'un des responsables de MST Bahia a déclaré:

"Nous avons besoin de protester pour dénoncer le manque de justice à propos des assassinats des travailleurs ruraux dans le pays. Nous condamnons également l'existence de plusieurs zones de terres vides et improductives à Bahia, et l'absence d'effectivité de la réforme agraire, alors même que 25 000 familles vivent sous des bâches sur les bords de route dans l'Etat [de Bahia]".



Au Brésil, Bahia, le MST dénonce l'existence de nombreuses zones de terres en friches et a organisé une grande marche pour la réforme agraire.

2. Contexte Mondial

Aperçu général sur l'accapement et la concentration des terres

Le phénomène d'accapement des terres au niveau mondial s'est accéléré depuis la crise alimentaire de 2007-2008. Or, comme l'indique ce rapport, ce phénomène n'est pas seulement lié à l'alimentation. Quatre facteurs peuvent être identifiés:

- les besoins en alimentation
- le développement des agro-carburants
- les stratégies visant l'atténuation du changement climatique telles que la conservation et REDD+¹⁶ (se traduisant par ce que les observateurs appellent l'"accapement vert", i.e. accapement des terres au nom de l'environnement)
- la demande croissante des nouveaux acteurs du capitalisme mondial, en particulier des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud).

Les changements dans le système agro-alimentaire mondial ont fait que certains pays financièrement puissants – avant tout la Chine, la Corée du Sud et les Etats du Golfe – ressentent une insécurité, ne pouvant produire suffisamment de nourriture au niveau national. Ils ont donc commencé à chercher à exercer le contrôle sur de vastes étendues de terres à l'étranger afin de sécuriser leur production alimentaire – conduisant à l'accapement de terres.

L'accapement de terres est également le fait de centres traditionnels du pouvoir impérialiste des deux côtés de l'Atlantique, de même que des centres émergents que constituent les BRICS, et de certains pays à revenus moyens (MIC en anglais). En fin de compte, s'opposer à l'accapement des terres relève nécessairement d'une lutte anticapitaliste.

La cible principale des accapements est l'Afrique où de vastes zones de terre non exploitées sont considérées comme disponibles et peu chères. Il est généralement admis que 70% de toutes les terres accaparées le sont sur ce continent. Le phénomène se produit également de façon importante dans d'autres régions, en particulier en Asie, Amérique Latine et dans l'ancienne Eurasie soviétique.

On pense souvent que l'accapement des terres n'a lieu que dans les pays du Sud. Or, si nous examinons de près la situation en Europe¹⁷, nous devons revoir cette impression. Tandis que la superficie totale de terres agricoles recule nettement en Europe, elle devient également de plus en plus concentrée dans les mains de quelques grands exploitants et importantes entités commerciales privées, qui bénéficient d'injection massive de fonds publics.

¹⁶ Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (REDD+)

¹⁷ La définition proposée par Borras, Franco et al est la suivante: "... l'accapement des terres est la prise de contrôle d'étendues de terres relativement vastes et d'autres ressources naturelles au moyen de divers mécanismes et formes exigeant un important capital et modifiant souvent l'utilisation des ressources extraites, qu'elles soient destinées à un usage national ou international. Il est la réponse du capitalisme aux crises alimentaire, énergétique et financière, à la nécessaire atténuation des conséquences du changement climatique et des demandes en ressources de la part des nouveaux centres du capital mondial."

Et ce alors même que les fonds publics alloués à d'autres politiques sont sujets à de fortes réductions. Ainsi, la Politique Agricole Commune (PAC) de l'UE contribue aujourd'hui au processus sans précédent de concentration et d'accaparement des terres au sein de la 'forteresse Europe'.

20 années d'actions locales et mondiale portant sur la réforme agraire

La Via Campesina a 20 ans. Les débuts ont été difficiles mais motivants. Aujourd'hui, l'organisation connaît un grand succès car elle reste fidèle à ses méthodes de fonctionnement avec des politiques et des mécanismes fondés sur les propositions des paysans et producteurs familiaux pratiquant une agriculture durable. Le concept de souveraineté alimentaire a été présenté aux gouvernements nationaux. Il a commencé petit à petit à faire l'objet de débats au sein des organismes internationaux tels que le Comité sur la Sécurité alimentaire mondiale (CSA) à Rome.

Une campagne permanente pour la réforme agraire

Depuis la création du mouvement en 1993, la demande pour une réforme agraire globale, garantissant aux paysans et producteurs familiaux pratiquant une agriculture durable le contrôle sur la terre qu'ils cultivent, a été au cœur des luttes de la Via Campesina.

En 2006, la FAO a organisé la Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural (CIRADR) au Brésil. Une forte mobilisation de paysans et petits producteurs a permis de remettre la réforme foncière à l'ordre du jour de l'agenda politique mondial. La déclaration finale de la conférence, signée par 192 gouvernements, reconnaît les apports de la lutte pour la souveraineté alimentaire menée par les paysans et les travailleurs ruraux.

Cependant, du fait de la forte résistance de la part des pays "développés", la déclaration n'a jamais été appliquée et, aujourd'hui, nous assistons à une nouvelle vague mondiale d'accaparement des terres et à une accentuation de leur concentration.

Reconnaissance du concept de "territoire"¹⁸

Aucune réforme agraire n'est acceptable si elle est uniquement basée sur une redistribution des terres. Nous croyons qu'une nouvelle réforme agraire doit également inclure une vision cosmique des territoires des communautés de paysans, sans-terre, peuples autochtones, travailleurs ruraux, pêcheurs artisans, éleveurs nomades, tribus, afro-descendants, minorités ethniques, et des déplacés qui fondent leur travail sur la production d'aliments et qui ont une relation de respect et d'harmonie avec la Terre et les océans.

Tous ces groupes ont le droit d'avoir leurs propres relations spirituelles et matérielles; de posséder, développer, contrôler, utiliser et reconstruire leurs

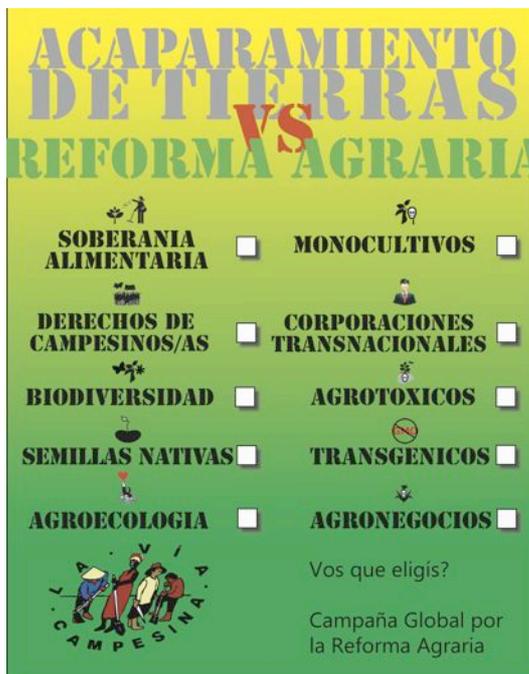
¹⁸ Ce concept se trouve dans la déclaration finale du Forum de la Société civile "Terre, eau et territoires" qui s'est tenue parallèlement à la Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural (CIRADR) en mars 2006.

structures sociales; d'administrer leurs terres et territoires politiquement et socialement, y compris tout leur environnement, l'air, l'eau, les mers, les rivières, les lacs, les glaciers, la flore, la faune et autres ressources qu'ils ont traditionnellement possédés, occupés et/ou utilisés.

Ce qui exige la reconnaissance de leurs lois, traditions, coutumes, systèmes fonciers et institutions ainsi que la reconnaissance des frontières territoriales, l'auto-détermination et la culture locale.

Les paysans sans-terre et les agriculteurs familiaux sont cependant actifs et exigent leurs droits. Malgré la criminalisation dont ils sont l'objet, de nombreux mouvements de ruraux, hommes et femmes, exigent l'accès à la terre pour la cultiver, occupant des terres afin de produire des aliments pour leurs familles et leurs communautés. Ils demandent à leurs autorités une législation foncière juste. Ces mouvements de résistance se trouvent dans de nombreux pays d'Asie, d'Afrique, d'Europe et aux Amériques.

Parallèlement à ces luttes pour l'accès à la terre, les mouvements de paysans et d'autres travailleurs des zones rurales développent une agriculture familiale durable, souvent dénommée 'agro-écologie, qui respecte les droits des communautés et l'environnement.



Affiche de la Campagne globale de la Via Campesina pour la réforme agraire.

"Accaparement des terres ou réforme agraire, souveraineté alimentaire ou monoculture, droits des paysans et des paysannes ou multinationales, biodiversité ou produits chimiques, semences paysannes ou transgéniques, agroécologie ou agribusiness : vous choisissez quoi?"

Droits des paysans et des paysannes

Au début des années 2 000, la Via Campesina a mis en route un processus interne visant la nécessité de protéger les droits des paysans et des paysannes. Ce projet a été soutenu par l'ensemble du mouvement. En septembre 2012, à Genève, le Conseil des droits de l'homme

a adopté une résolution importante afin de promouvoir les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales.

Ceci inclut non seulement le droit d'accès à la propriété foncière, collectivement ou individuellement, mais aussi le droit à contrôler les ressources en eau, le droit d'accès aux équipements agricoles, le droit de ne pas être expulsés par la force, l'égalité entre les hommes et les femmes ainsi que d'autres droits fondamentaux.

La Via Campesina a accueilli chaleureusement la collaboration de certains pays d'Amérique Latine, d'Asie et d'Afrique, qui ont permis que ce texte puisse être adopté. Pour autant, il est à signaler que des Etats Membres de l'Union Européenne (Autriche, Belgique, République Tchèque, Hongrie, Pologne, Roumanie, Espagne, Italie) et les Etats-Unis se sont opposés de façon inacceptable à l'établissement d'une protection spécifique des petits producteurs et des paysans.

Opposition aux politiques de la Banque Mondiale

Dès ses débuts, la Via Campesina s'est opposée aux politiques de réforme foncière régies par les conditions du marché comme celles promues par la Banque Mondiale depuis les années 80. Ces politiques cherchent à attribuer des titres de propriété foncière afin de faciliter l'achat et la vente de propriétés en milieu rural. Ce qui signifie que les paysans pauvres et autres ruraux sont les perdants face à ceux qui ont des moyens et le privilège de pouvoir acheter des terres.

En octobre 2010, la Via Campesina, des organisations de la société civile et quelques gouvernements, ont rejeté un ensemble de principes sur l'investissement publié par la Banque mondiale avec d'autres institutions. Ces sept "Principes pour un investissement responsable en agriculture" (PRAI en anglais) ont été présentés comme s'ils allaient réguler les acquisitions massives de terres, mais de fait ils ne faisaient que légitimer un accaparement des terres à grande échelle.

Jusqu'à présent, les effets de ces "investissements" fonciers à grande échelle ont généralement été négatifs et destructeurs. De nombreuses familles paysannes ont été expulsées de leurs terres sans aucun autre moyen alternatif pour leur survie. Le transfert de terres des communautés locales aux grandes sociétés ayant pour objectif la production industrielle de monocultures destinées à l'exportation, ne crée jamais de situation favorable pour les communautés et la souveraineté alimentaire.

En octobre 2012, le Comité sur la Sécurité alimentaire mondiale (CSA) au lieu d'adopter le PRAI, a décidé de lancer sa propre consultation pour prêter toute son attention à l'investissement public dans la production alimentaire et en particulier à l'investissement dans la production alimentaire des paysans eux-mêmes.

Adoption des directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers

En mai 2012, le CSA a adopté les directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers. Ces directives devraient déboucher sur la mise en œuvre de politiques nationales et de réglementations protégeant les droits des paysans, des petits producteurs et des communautés. Les directives sont le résultat des discussions qui ont duré plusieurs années entre les gouvernements et les représentants de la société civile.

Elles réaffirment les principes des droits humains fondamentaux tels que la dignité humaine, la non-discrimination, l'équité et la justice appliqués aux régimes fonciers.

Le nouvel instrument développé par le CSA reconnaît, à juste titre, le rôle clé des femmes, des paysans, des communautés de pêcheurs et de pasteurs ainsi que des peuples autochtones. Néanmoins, ces directives sont insuffisantes sur un nombre crucial de points. Elles ne parviennent donc pas à fournir un ensemble global de règles pouvant s'opposer efficacement à l'accaparement généralisé des ressources naturelles. Le texte ne donne pas suffisamment la priorité au soutien essentiel à apporter aux petits producteurs. Ce devrait être une priorité absolue si les gouvernements veulent parvenir à un développement durable.

Il est également décevant de constater que les directives n'ont pas réussi à mieux protéger les droits des peuples autochtones déjà reconnus par d'autres instruments internationaux. La Via Campesina et d'autres organisations de la société civile ne sont pas d'accord sur plusieurs parties du texte, aussi allons-nous continuer à travailler afin de s'assurer que les directives soient déclinées nationalement dans un objectif de renforcement des droits des petits producteurs.

3. Pour aller de l'avant



Paysannes du Mozambique travaillant leur lopin de terre, Marracuene, 2008

Réforme Agraire: Notre vision pour le XXIème siècle¹⁹

La réforme agraire pour le XXIème siècle est une lutte pour la justice sociale. Elle devrait non seulement respecter le territoire, l'eau et la biodiversité mais également les sites sacrés et les connaissances culturelles traditionnelles. Une réforme agraire commence par un processus de distribution des terres et/ou de défense des territoires. La possession et l'usage des terres devraient être fondés sur le principe

selon lequel les droits de la terre reviennent uniquement à ceux qui la travaillent et qui y résident avec leur famille.

La réforme agraire devrait permettre le retour des paysans sur leurs terres ; ceci permettrait de réguler les migrations rurales, urbaines et internationales. Le principe d'une propriété commune et non individuelle de la terre devrait être défendu. La spéculation foncière doit être interdite et on devrait empêcher les entreprises capitalistes d'acquérir de vastes superficies de terre, en particulier par le biais d'accaparement.

¹⁹ Ceci est une version résumée du rapport de la conférence sur la Réforme agraire et la défense des terres et des territoires au XXIème Siècle: Enjeux et avenir. qui a eu lieu à Bukit Tinggi, Sumatra Ouest, Indonésie, juillet 2012

Une réforme agraire globale et intégrale suppose des structures agraires démocratisées et non la mainmise des structures du pouvoir économique et politique. Une réforme agraire (ré)-introduit les contrôles contre la surproduction, limitant les exportations et le dumping, et elle garantit la souveraineté alimentaire en appliquant les méthodes de l'agro-écologie.

Les politiques de redistribution impliquent, avant tout, l'expropriation des terres privées qui n'ont aucun but social. L'objectif serait de redistribuer les terres et le pouvoir, en modifiant les relations de pouvoir au sein de la société en faveur des paysans et des coalitions qui les soutiennent. Une réforme agraire ne peut être menée au moyen de mécanismes de marché.

Les anciennes réformes agraires ont favorisé un secteur sur les autres. Les futures réformes doivent équilibrer les besoins des paysans et des petits producteurs familiaux avec ceux des pêcheurs artisans, peuples autochtones, sans-terre, pasteurs et autres ruraux. Une véritable réforme agraire garantit à ces personnes le contrôle et un accès total à la terre et aux ressources. Ce doit être une réforme qui donne des garanties légales aux paysans qui ont occupé des terres afin de pouvoir survivre. La réforme agraire devrait garantir la propriété commune des terres destinée à résister aux menaces de la contre-réforme.

Déclaration de la Conférence : 'Stop à l'accaparement des terres maintenant!'
Novembre 2011, Mali²⁰

Nous réitérons notre engagement à résister et lutter contre l'accaparement des terres par tous les moyens possibles, d'apporter notre soutien à tous ceux qui luttent contre ces accaparements et spoliations et de faire pression sur nos gouvernements nationaux ainsi que sur les institutions internationales afin qu'elles s'acquittent de leurs obligations envers les droits des peuples.

Nous nous engageons tout particulièrement à :

- Organiser les communautés rurales et urbaines afin de lutter contre les accaparements de terres sous toutes leurs formes.
- Renforcer les capacités de nos communautés et de nos mouvements à revendiquer, récupérer et défendre nos droits, nos terres et notre accès aux ressources naturelles.
- Obtenir et pérenniser, au sein de nos communautés, les droits des femmes pour l'accès à la terre et aux ressources naturelles.
- Sensibiliser le public au fait que l'accaparement des terres est une source de crises qui affectent l'ensemble de la société.
- Construire des alliances entre les différents secteurs, les groupes de population, et les régions afin de mobiliser nos sociétés en vue de mettre fin à l'accaparement des terres.
- Renforcer nos mouvements afin de mieux promouvoir et parvenir à la souveraineté alimentaire ainsi qu'à une véritable réforme agraire.

²⁰ Ceci est une version écourtée de la déclaration qui met l'accent sur les engagements pris pour développer des actions. La déclaration est disponible sur: <http://viacampesina.org/en/index.php/main-issues-mainmenu-27/agrarian-reform-mainmenu-36/1127-stop-land-grabbing-now>

Afin d'atteindre les engagements ci-dessus, nous allons développer les actions suivantes:

Concernant le renforcement de nos capacités en vue d'organiser la résistance locale :

- Mettre en place nos propres bases de données d'informations sur la question de l'accaparement des terres, en documentant des cas, en rassemblant des informations pertinentes et des preuves chiffrées sur les processus, les acteurs et les impacts de l'accaparement des terres, etc.
- S'assurer que nos communautés disposent de l'information dont elles ont besoin concernant les lois, leurs droits, les investisseurs, les contrats, etc. afin qu'elles puissent résister de manière efficace aux manœuvres des investisseurs du secteur privé et à celles des gouvernements qui cherchent à s'emparer de nos terres et de nos ressources naturelles.
- Mettre en place des systèmes d'alerte précoce afin d'alerter les communautés sur les risques et les menaces.
- Renforcer nos communautés à travers des initiatives de formation politique et technique, restaurer notre fierté d'être des paysannes et des paysans, des producteurs et des productrices qui fournissent les aliments qui nourrissent la planète de manière saine et durable, et ceci particulièrement chez les jeunes.
- Garantir les droits fonciers et d'accès aux ressources pour les femmes à travers un travail de conscientisation de nos communautés et de nos mouvements relatif à l'importance de respecter et de protéger les droits fonciers des femmes, en particulier dans les systèmes coutumiers.
- Développer et utiliser les médias locaux afin d'organiser les membres de nos communautés ainsi que d'autres secteurs de la population et partager avec eux des informations sur l'accaparement des terres.
- Veiller à ce que nos dirigeants respectent les règles établies par nos communautés et les obliger à rendre des comptes à nous, à nos communautés et à nos organisations.

Concernant l'aide juridique pour notre défense :

- Développer nos propres systèmes d'aide juridique et travailler en liaison avec des experts juridiques et des droits humains.
- Condamner toutes les formes de violence ainsi que la criminalisation de nos luttes et de nos mobilisations pour la défense de nos droits.
- Nous mobiliser pour obtenir la libération immédiate de toutes les personnes emprisonnées à cause de leur engagement dans les luttes pour leurs terres et territoires.
- Mettre sur pied en urgence des campagnes de solidarité avec tous ceux qui sont confrontés à ces types de conflits.

Concernant le plaidoyer et la mobilisation :

- Institutionnaliser la journée du 17 avril comme étant le jour de mobilisation mondiale contre l'accaparement des terres, mais également identifier d'autres dates appropriées qui pourraient servir de point de ralliement pour des mobilisations en vue de défendre nos terres et nos biens communs.

- Développer nos argumentaires politiques afin de dénoncer et discréditer le modèle économique qui est à l'origine de l'accaparement des terres ainsi que les différents acteurs et initiatives visant à promouvoir et légitimer ces pratiques.
- mettre en place un Observatoire des peuples sur l'accaparement des terres afin de faciliter et de centraliser la collecte des données, les communications, les actions de planification, les initiatives de lobbying, de conscientisation, de recherche et d'analyse, etc.
- Promouvoir les droits fonciers des femmes à travers des initiatives de redistribution foncière ciblée pour les femmes, ainsi que d'autres actions; pousser à la promulgation de lois et l'instauration de politiques répondant aux besoins particuliers des femmes.
- Porter nos messages et nos exigences devant les parlements, les gouvernements et les institutions internationales. Poursuivre notre engagement vis à vis du Comité pour la sécurité alimentaire mondiale et exiger que les processus tels que les Directives volontaires de la FAO sur la gouvernance responsable de la tenure des terres et des autres ressources naturelles contribuent véritablement à protéger et promouvoir les droits à la terre et l'accès aux ressources naturelles des petits paysans et producteurs alimentaires.
- Identifier et cibler les forums locaux et les espaces nationaux et internationaux où nous pouvons entreprendre des actions de mobilisation et de sensibilisation du public en vue de créer un large mouvement dans la société de résistance à l'accaparement des terres.
- Planifier des actions qui ciblent les entreprises privées, (y compris les sociétés financières), la Banque Mondiale et autres banques multilatérales de développement qui font la promotion, encouragent et tirent profit des projets d'accaparement des terres et des ressources naturelles.
- Poursuivre notre opposition aux régimes industriels d'autorégulation comme les principes d'investissements agricoles responsables (RAI/IAR).
- Promouvoir la reconnaissance des systèmes coutumiers, tout en garantissant les droits d'accès à la terre et aux ressources naturelles pour les femmes et les jeunes.
- Soutenir le droit des peuples à jouir de leurs ressources à travers des occupations de terres, les occupations des bureaux des investisseurs privés, les manifestations et autres actions en vue récupérer leurs biens communs.
- Exiger que nos gouvernements remplissent leurs obligations en matière de droits humains, qu'ils cessent immédiatement les transferts de terres et de ressources naturelles aux investisseurs privés, qu'ils annulent les contrats déjà signés et qu'ils restituent les terres ainsi accaparées et qu'ils protègent les communautés rurales et urbaines des opérations d'accaparement en cours et à venir.

Concernant le renforcement des alliances :

- Construire de solides réseaux d'organisations et d'alliances à différents niveaux - local, régional et international - en s'appuyant sur l'Appel de Dakar et placer les petits paysans et producteurs familiaux au cœur de ces alliances.

- Forger des alliances avec des membres et actionnaires de fonds de pensions afin d'empêcher les gestionnaires de ces fonds d'investir dans des projets qui ont pour conséquence l'accaparement des terres.
- Construire des alliances stratégiques avec la presse et les media, afin qu'ils rendent compte fidèlement de nos messages et de nos réalités; lutter contre les préjugés répandus par les media dominants en ce qui concerne les luttes pour la terre et la réforme agraire au Zimbabwe.

Globalisons la lutte! Globalisons l'espoir!

Conclusion

Dans plus de 70 pays, nos organisations membres luttent pour la terre, la force vitale de notre mouvement et la source de leurs moyens d'existence et de leur nourriture.

Les contextes pour chaque lutte varient.

Les jeunes futurs paysans européens cherchent à avoir accès aux terres, ce qui devient de plus en plus difficile à atteindre étant donné le coût élevé des terres agricoles et les impacts néfastes de la Politique Agricole Commune (PAC) de l'UE, favorisant les grandes propriétés foncières.



Délégation de la Via Campesina au Forum Social Mondial de Dakar, Février 2011.

Les paysans africains ont été sévèrement affectés par le phénomène d'accaparement des terres qui a rapidement concerné tout le continent, en particulier depuis la crise alimentaire mondiale de 2007-2008. Les multinationales s'approprient la terre et

l'eau afin d'exporter des aliments et des agro-carburants. Ce développement néocolonial est aggravé par des facteurs locaux comme la domination des élites irresponsables et la propriété patriarcale de la terre.

En Asie, la campagne de privatisation affecte le secteur de l'agriculture et l'accès des communautés rurales aux semences, à l'eau et au crédit ainsi qu'à l'éducation, la santé et l'électricité. La Banque Mondiale et la Banque asiatique de développement ont imposé ces politiques néfastes que les gouvernements asiatiques promulguent néanmoins de façon indépendante. Des entreprises publiques nationales et des multinationales étrangères accaparent de vastes superficies de terre pour la production alimentaire, la construction de barrages, l'extraction minière, le tourisme et les infrastructures, phénomène qui endommage les écosystèmes et porte atteinte aux connaissances traditionnelles.

L'accaparement des terres s'étend également en Amérique Latine et des communautés locales sont déplacées pour laisser la place à de grands projets d'aménagement et des projets agro-industriels. Les paysans continuent à souffrir à cause des inégalités très fortes, des intimidations et même des assassinats par les escadrons de la mort, en particulier au Honduras depuis le coup d'Etat de 2009. Au Paraguay, à la suite de l'évincement du Président Lugo en juin 2012, les paysans doivent faire face aux persécutions.

En tant que force mondiale, entrant maintenant dans sa vingtième année, le mouvement poursuit ses luttes contre les réformes économiques néolibérales qui appuient injustement les secteurs privilégiés, comme les grands propriétaires fonciers, les entreprises publiques et transnationales. Accompagnée d'un nombre d'alliés chaque fois plus important, la Via Campesina incite les mouvements sociaux à une alliance populaire et mondiale contre l'accaparement des terres et pour une réforme agraire.

Nos luttes intenses, pour des changements systémiques dans les systèmes d'alimentation et d'agriculture et pour la promotion de méthodes de culture agro-écologiques, peuvent aider à combattre les pertes croissantes de biodiversité, la dégradation des terres et les changements climatiques catastrophiques. Une agriculture paysanne familiale durable peut atténuer les effets du changement climatique étant donné que les matières organiques du sol stockent naturellement le dioxyde de carbone. En outre, l'agriculture biologique et les plantes fixant l'azote peuvent diminuer le taux d'azote de l'air. Le passage de l'agriculture industrielle à une agriculture paysanne permettrait une utilisation durable et décentralisée des sources d'énergie.



Paraguay, Paysan et sa paire de bœufs

La réforme agraire va bien au-delà de la distribution des terres et du remaniement des frontières territoriales. La réforme agraire a des dimensions spirituelles et matérielles; elle cherche à englober le respect pour la culture, les lois, les rites sacrés et les traditions qui vont de paire avec la protection de la terre, des semences, de l'eau, des forêts et de la biodiversité. Ceux qui possèdent, occupent et utilisent la terre en pratiquant des méthodes agro-écologiques traditionnelles méritent une reconnaissance totale et l'application de leurs droits. La terre c'est la vie!